



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

PAC

Question au Gouvernement n° 1704

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Pierre Petit.

M. Pierre Petit. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'agriculture et concerne la production de bananes en Guadeloupe et en Martinique.

Depuis quelques jours, ces deux départements sont obligés de faire une grosse campagne publicitaire, et à grands frais, pour inciter nos concitoyens à consommer de la banane française.

Un député du groupe socialiste. Mangez des pommes !

M. Pierre Petit. En plus d'un surapprovisionnement du marché, il y a une forte concurrence externe.

En 1993, nous avons accepté et salué la création de l'OCM banane, l'organisation commune du marché de la banane. Or voilà que nous devons subir une concurrence effrénée, tant de la part de pays faisant partie de l'Union européenne que de pays extérieurs à celle-ci.

Monsieur le ministre, qu'allez-vous faire pour assurer la pérennité de l'OCM banane et surtout pour nous permettre de sauver ces cultures qui sont vitales pour la Martinique et la Guadeloupe ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et plusieurs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. Monsieur le député, comme vous le savez, j'ai participé à la conférence de presse consacrée au lancement de cette grande campagne publicitaire à laquelle, d'ailleurs, les pouvoirs publics apportent leur soutien et leur participation financière.

M. Pierre Mazeaud. Il faut continuer !

M. le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. J'ai souligné à cette occasion combien le secteur de la banane nous paraissait important pour assurer l'équilibre économique des Antilles et combien nous étions attachés au respect de l'OCM banane.

La Commission de Bruxelles a effectivement proposé d'élargir le contingent d'importations de «bananes dollar». (Exclamations sur les bancs du groupe communiste.)

M. André Fanton. La Commission ! Comme toujours !

M. Jean-Claude Lefort. C'est la faute de Maastricht !

M. le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. Pour la France, c'est inacceptable ! Je dirai même plus : nous souhaitons le strict respect du contingent actuel, ce qui implique des contrôles. En effet, des petits malins ont parfois tendance à bourrer les cartons, ce qui fait que nous nous retrouvons avec un excédent de 100 000 tonnes sur le contingent prévu.

Les États-Unis ont déposé un recours devant l'Organisation mondiale du commerce. Nous nous défendons pied à pied. Nous avons de bons arguments à opposer et nous pensons pouvoir tenir.

Je tiens à vous faire part, monsieur le député, de l'attachement que la France porte au secteur de la banane des Antilles. Notre détermination sera totale. Et j'invite, comme le propose la campagne de publicité, l'ensemble des Français...

M. Julien Dray. À changer de régime ! (Rires sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. ... à exiger la fameuse banane Martinique-Guadeloupe ! (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et

du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Pierre Petit.

M. Pierre Petit. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'agriculture et concerne la production de bananes en Guadeloupe et en Martinique.

Depuis quelques jours, ces deux départements sont obligés de faire une grosse campagne publicitaire, et à grands frais, pour inciter nos concitoyens à consommer de la banane française.

Un député du groupe socialiste. Mangez des pommes !

M. Pierre Petit. En plus d'un surapprovisionnement du marché, il y a une forte concurrence externe.

En 1993, nous avons accepté et salué la création de l'OCM banane, l'organisation commune du marché de la banane. Or voilà que nous devons subir une concurrence effrénée, tant de la part de pays faisant partie de l'Union européenne que de pays extérieurs à celle-ci.

Monsieur le ministre, qu'allez-vous faire pour assurer la pérennité de l'OCM banane et surtout pour nous permettre de sauver ces cultures qui sont vitales pour la Martinique et la Guadeloupe ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et plusieurs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. Monsieur le député, comme vous le savez, j'ai participé à la conférence de presse consacrée au lancement de cette grande campagne publicitaire à laquelle, d'ailleurs, les pouvoirs publics apportent leur soutien et leur participation financière.

M. Pierre Mazeaud. Il faut continuer !

M. le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. J'ai souligné à cette occasion combien le secteur de la banane nous paraissait important pour assurer l'équilibre économique des Antilles et combien nous étions attachés au respect de l'OCM banane.

La Commission de Bruxelles a effectivement proposé d'élargir le contingent d'importations de «bananes dollar». (Exclamations sur les bancs du groupe communiste.)

M. André Fanton. La Commission ! Comme toujours !

M. Jean-Claude Lefort. C'est la faute de Maastricht !

M. le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. Pour la France, c'est inacceptable ! Je dirai même plus : nous souhaitons le strict respect du contingent actuel, ce qui implique des contrôles. En effet, des petits malins ont parfois tendance à bourrer les cartons, ce qui fait que nous nous retrouvons avec un excédent de 100 000 tonnes sur le contingent prévu.

Les États-Unis ont déposé un recours devant l'Organisation mondiale du commerce. Nous nous défendons pied à pied. Nous avons de bons arguments à opposer et nous pensons pouvoir tenir.

Je tiens à vous faire part, monsieur le député, de l'attachement que la France porte au secteur de la banane des Antilles. Notre détermination sera totale. Et j'invite, comme le propose la campagne de publicité, l'ensemble des Français...

M. Julien Dray. À changer de régime ! (Rires sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. ... à exiger la fameuse banane Martinique-Guadeloupe ! (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Données clés

Auteur : [M. Petit Pierre](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1704

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : agriculture, pêche et alimentation

Ministère attributaire : agriculture, pêche et alimentation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 juin 1996, page 3850

Réponse publiée le : 6 juin 1996, page 3850

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 juin 1996